

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 14/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **METALOR (MTACF)**

11 rue Louis Aulagne  
69600 Oullins

Références : UD-R-23-SSDAS-088-ACA  
Code AIOT : 0003203367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement METALOR (MTACF) implanté Rue Laurent Moiroud 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Il s'agit de la première inspection suite à l'autorisation délivrée à la société METALOR d'exploiter le site de Saint-Fons.

L'ensemble des prescriptions n'ont pas pu être contrôlées lors de cette première visite, par ailleurs, l'extérieur du site n'a pas non plus été inspecté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METALOR (MTACF)
- Rue Laurent Moiroud 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0003203367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe METALOR, d'origine suisse et fondé en 1852 comprend trois secteurs d'activité : l'affinage de métaux précieux, la transformation d'alliage et la valorisation de métaux précieux. La société METALOR Technologies ADVANCED COATINGS FRANCE exerce des activités de valorisation de métaux contenus dans les déchets industriels à l'aide de procédés de traitement électrolytiques, chimiques et thermiques ; ainsi que la vente de produits chimiques et métallurgiques.

Implantée à l'origine sur la commune d'Oullins, depuis 1990, un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en 2019 avec le projet de construction d'un nouveau site sur la commune de Saint-Fons.

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une installation de valorisation de déchets industriels dangereux et non dangereux et de vente de produits chimiques et métallurgiques a été signé le 8 octobre 2020.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les consignes d'exploitation ;
- la gestion des déchets ;
- les nuisances sonores ;
- la prévention des risques ;
- et les prescriptions relatives à la préservation de la faune et de la flore.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article /	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
13	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
14	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
16	Prescriptions particulières relatives à la faune et la flore	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 10.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 2.1.3	/	Sans objet
3	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 7.2	/	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.4 et 8.2.5	/	Sans objet
15	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.3.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité sur le site a débuté en avril 2022, l'exploitation est encore en phase d'ajustement sur certains procédés, notamment l'utilisation de l'incinérateur.

L'ensemble des procédures et consignes ne sont pas finalisées.

Les premières vérifications périodiques ont révélé des non-conformités qui doivent être traitées.

Les contrôles et les surveillances/suivis doivent être réalisés dans les délais prescrits dans l'arrêté préfectoral et les rapports transmis à l'Inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p> <p><b>Constats :</b> L'Inspection a demandé à l'exploitant de présenter la consigne sur l'incinération des déchets (local brûlage).</p> <p>L'exploitant a présenté la fiche « Entretien et utilisation de l'incinérateur », cette fiche comporte la liste des opérations à effectuer, la nécessité de renseigner une fiche de suivi brûlage, l'entretien de l'incinérateur, les vérifications périodiques à réaliser, le suivi des compteurs énergétiques pour le chauffage des bâtiments.</p> <p>L'exploitant a précisé que l'incinération des déchets n'avait lieu qu'en semaine, parfois l'incinérateur est déclenché le vendredi soir.</p>

Il n'y a pas de procédure spécifique en cas de dysfonctionnement du four, notamment lorsque l'incinération a lieu la nuit (pas de personnel sur le site). L'exploitant indique qu'en cas de dysfonctionnement, le four s'arrête et le fournisseur intervient sur l'installation. La liste des arrêts du four est tenue à jour.

L'Inspection a également demandé à l'exploitant de présenter la consigne relative au procédé d'attaque chimique (local acides).

L'exploitant a présenté un logigramme par type d'attaque. La consigne d'exploitation n'a pas été contrôlée.

L'exploitant a par ailleurs présenté un tableau d'analyse de la criticité des différents processus et les plans d'actions associés.

L'exploitant a également produit un document unique d'évaluation des risques professionnels comportant une analyse environnementale et qualité.

**Demande n°1** : les consignes d'exploitation doivent également comprendre les vérifications à effectuer en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. Sous deux mois, l'exploitant transmet les consignes mises à jour relatives à l'entretien et le suivi de l'incinérateur ainsi qu'au procédé d'attaque chimique.

**Demande n°2** : sous deux mois, l'exploitant rédige une procédure liée aux arrêts de fours, qui comprendra notamment la liste des arrêts, les raisons, les actions correctives, les opérations de redémarrage du four après un arrêt imprévu, ainsi que les actions à suivre en cas d'arrêt programmé.

**Demande n°3** : sous un mois, l'exploitant transmet le tableau d'analyse de la criticité des différents processus.

**Type de suites proposées** : Susceptible de suites

**Proposition de suites** : Sans objet

## N° 2 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, BSD et registre électroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement  Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué que l'utilisation de l'application Trackdéchets est source de difficultés par rapport aux transporteurs qui semblent réticents à son utilisation. D'autant plus lors de transfert transfrontalier de déchets. L'information est remontée à l'Union des industries et métiers de la métallurgie. L'exploitant indique utiliser encore des BSD au format papier.  Par ailleurs, en tant qu'exploitant d'une installation d'incinération, l'exploitant a fait les démarches pour renseigner dans l'application RNDTS (registre national des déchets terres excavées et sédiments), les déchets non-dangereux non-inertes traités.  <b>Demande n°4 :</b> sous un mois, l'exploitant justifie de la bonne utilisation des deux applications de traçabilité (Trackdéchets et RNDTS) des déchets dangereux et non-dangereux réceptionnés, traités, expédiés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesure de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7.2.1 Valeurs limites d'émergence</p> <p>7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation</p> <p>7.2.3 Dispositions de réduction des nuisances sonores</p> <p>Des dispositions seront prises pour réduire autant que possible l'impact de l'installation sur l'ambiance sonore de la zone.</p> <p>Ainsi, les rotations des véhicules d'approvisionnements ou d'expédition seront réalisées pendant les heures de fonctionnement de l'entreprise (heure de bureau). Le chargement / déchargement des véhicules de transport se fera dans un hall dédié.</p> <p>Les activités seront entièrement réalisées dans le bâtiment. Cette disposition cloisonnée limitera la diffusion de bruit vers l'extérieur.</p> <p>Des dispositifs de capotage pourront être mis en oeuvre, notamment au niveau des laveurs localisés en extérieur du bâtiment.</p> <p>7.2.5 Mesures périodiques des niveaux sonores</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesure du bruit les 28 et 29 septembre 2022. L'exploitant indique que les résultats sont conformes aux normes réglementaires en limite de propriété et en ZER.</p> <p>Les principales sources de bruit sont les tours de lavage, les centrales de traitement de l'air, la chaufferie et les camions.</p> <p><b>Demande n°5 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les résultats de la campagne de mesure des nuisances sonores réalisée les 28 et 29 septembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.</p> <p>Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, est apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme AFNOR X 80-070. Les vannes de coupure de gaz naturel alimentant l'incinérateur et la chaufferie sont mentionnées de même que la présence de produits chimiques (toxiques ou corrosifs) employés pour le traitement des métaux.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'un plan schématique destiné à faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie était affiché à l'entrée du site.
<p>L'exploitant a indiqué l'existence d'une zone de confinement (le bureau de réunion), étanche et résistante aux surpressions, en raison de la localisation du site en zone PPRT.</p> <p>Le plan des zones à risques n'a pas été présenté en séance.</p>
<b>Demande n°6 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet le plan de localisation des risques conformément à l'article 8.2.1 de son arrêté préfectoral. Ce plan comprendra notamment les risques liés aux gaz toxiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des stocks de substances/mélanges dangereux et état des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Les matières dangereuses dans les locaux de traitement ou les laboratoires sont réduites au strict nécessaire.</p> <p>Article 49 « Etat des matières stockées » de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant explique que le logiciel de gestion de processus métier permet d'accéder à l'ensemble des données en temps réel et en dehors du site.</p> <p>Un inventaire des produits finis, produits dangereux et déchets présents sur le site est tenu à jour via un tableur extrait du logiciel de gestion précité.  Cet inventaire est réalisé par local, il présente les tonnages et mentions de danger. L'exploitant projette un outil accessible sur tablette comportant les FDS, l'inventaire, le décompte des personnes présentes sur site, ...  L'exploitant utilise une base de données (Chem Ges) pour la gestion de ses fiches de données de sécurité.</p> <p><b>Demande n°7 :</b> L'Inspection rappelle que l'état des stocks doit comporter l'ensemble des matières stockées y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Sous un mois, l'exploitant transmet un état des stocks complet au 31/05/2023.</p> <p><b>Demande n°8 :</b> Un plan général des stockages doit être annexé à l'état des stocks. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours.  Sous deux mois, l'exploitant transmet un plan général des stockages. Ce plan peut comporter, les quantités maximales entreposées, les principales mentions de dangers, ...</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>
--

#### N° 6 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.2.4 et 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès et circulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'ensemble de la parcelle est clôturé par un grillage sur la totalité de sa périphérie. Une clôture légère de 2,5 m de hauteur sépare la voie publique des places de stationnement et fait le tour du site en limite de propriété. Une clôture sécurisée de type grillage rigide et surélevé de 2 fils de barbelés sépare le parking du reste du site. L'accès au site est restreint par trois niveaux d'autorisation différents : un contrôle d'accès au niveau du portail ; un portail donnant accès au bâtiment via le hall camion ; un contrôle pour accéder aux zones de stockage et de production. Le contrôle d'accès est assuré par lecteur de badge et interphone. L'accès piéton est contrôlé par un tourniquet grande hauteur sécurisé et équipé d'un visiophone. Deux entrées permettront d'accéder au site durant les horaires d'ouverture : une pour les véhicules légers (VL) située au sud-est avec des barrières levantes équipées de lisse basse et d'un visiophone ; l'autre pour les véhicules de transport, donnant sur le hall camion situé au nord-est de la parcelle avec un portail coulissant équipé d'un visiophone. En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture, une surveillance de l'établissement par télésurveillance (à l'extérieur et à l'intérieur du site) est mise en place. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, y compris la nuit et les week-ends.

#### Circulation sur le site et dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès du site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. La voie de circulation des VL est séparée de celles des véhicules de transport. Une troisième voie destinée aux services d'incendie et de secours fait le tour du bâtiment et sera utilisée uniquement en cas d'urgence.

**Constats :** L'Inspection a constaté que l'ensemble de la parcelle est clôturée, un contrôle d'accès est assuré par un tourniquet grande hauteur et visiophone/interphone. Un gardien est présent sur le site la journée, une pièce d'identité lui est remise lors de l'entrée dans le bâtiment. Une main courante est transmise à la société de télésurveillance pour la gestion de la période hors heures ouvrées.

L'exploitant a mis en place une procédure de gestion des alarmes comportant notamment la liste des installations qui se mettent automatiquement à l'arrêt lors du déclenchement d'une alarme.

Demande n°9 : l'exploitant transmet sous un mois la procédure de gestion des alarmes.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'une clé triangle afin de permettre un accès rapide par les services de secours et d'incendie.  Le site est relié à une société de vidéosurveillance. En cas de déclenchement de l'alarme, la levée de doute est réalisée rapidement avec la vidéo. Le zonage du site doit être revu par l'exploitant et pris en compte par la société de télésurveillance, parce que le découpage n'est pas assez précis (4 zones sont identifiées actuellement).  Aucun véhicule n'est présent sur les voies de circulation hors heures ouvrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum. Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE), les principales sources d'ATEX sont : le poste de charge des batteries et le poste de distribution de gaz dans le hall.  L'exploitant indique que l'affichage (y compris le diamètre autour de la zone) et les consignes ne sont pas mis en place sur toutes les zones.  <b>Demande n°10 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet le DRPCE et joint le cas échéant les actions mises en place suite à l'analyse du risque. Les zones à risques ATEX sont à renseigner dans le plan de localisation des risques.  <b>Demande n°11 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les photographies attestant de la mise en place de l'affichage des zones ATEX sur l'ensemble du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 9 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré que les installations électriques avaient été contrôlées en août 2022 par la société SOCOTEC.  L'exploitant indique qu'environ 50 % des observations / non-conformités ont été traitées.  L'exploitant n'a pas mis en place de logiciel ou de tableau de suivi des opérations de maintenance, des travaux de réparation, les actions à réaliser sont juste mémorisées.  <b>Demande n°12 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les rapports de contrôle des installations électriques réalisés en août 2022 (Q18 et Q19 si réalisés). L'exploitant justifie également de la réalisation de l'ensemble des observations et non-conformités relevées lors de ces contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 10 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Le système de sécurité incendie est de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1. Il est constitué de deux systèmes principaux : un système de détection incendie à localisation d'adresse (SDI) ; un système de mise en sécurité incendie (SMSI) avec centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI) de type adressable. L'ensemble des locaux sont équipés de détections incendie reliées à la centrale incendie avec report d'alarme dans la loge où un gardien assure la surveillance durant les heures d'ouverture, en dehors des heures d'ouverture le téléopérateur et l'opérateur d'astreinte exerceront cette tâche. Pour les locaux bruyants, l'alarme sonore est doublée par une alarme visuelle. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le dossier des ouvrages exécutés lui a été remis ainsi qu'une attestation de mise en service (26/07/2021) par les sociétés FAUCHE et SIEMENS) et un rapport de bon fonctionnement.  Le site est équipé de détecteurs optiques pour la fumée, certains locaux bruyants sont doublés par une alarme visuelle (fonderie, brûlage, cyanures).  Les contrôles doivent être réalisés semestriellement.  <b>Demande n°13 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les derniers contrôles du système de détection et d'alarme (sonore et visuelle) incendie accompagnés des éléments d'explication/plan d'action le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 11 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et parois soufflables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les parois du local chaufferie réalisées en éléments préfabriqués font office d'évent de surpression (100 mbar). Une vanne permettant la coupure automatique de l'alimentation en gaz naturel est asservie à un détecteur de méthane. Le local brûlage est séparé en deux par une paroi de résistance 200 mbar. La surface de 40 m<sup>2</sup> de toiture fusible servira d'évent de surpression (résistance 100 mbar). Les parois Nord et Sud du local sont également de résistance 200 mbar.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la centrale à gaz était contrôlée annuellement durant la période de maintenance.</p> <p>L'exploitant ne procède pas à la vérification de la vanne de coupure de l'alimentation ni de l'alarme de détection du méthane.</p> <p>L'Inspection n'a pas contrôlé les documents justifiants des capacités de résistance à la pression concernant les parois du local chaufferie et du local brûlage.</p>
<p><b>Demande n°14 :</b> sous deux mois, l'exploitant procède à la vérification du bon fonctionnement du détecteur de méthane et de la vanne de coupure de l'alimentation. Ces vérifications seront ajoutées au programme de contrôle annuel.</p>
<p><b>Demande n°15 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les éléments justifiants du respect de l'article 8.4.5 concernant les résistances des parois du local chaufferie et du local brûlage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 12 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>



<p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que l'analyse du risque foudre et l'étude technique qui en résulte ont été réalisées par SOCOTEC en juillet 2022.</p> <p>L'exploitant précise que la notice de vérification et de maintenance a bien été rédigée.</p> <p>L'exploitant a ajouté que des travaux doivent être menés sur un paratonnerre (rehaussement d'un mètre) par l'entreprise FAUCHÉ, une autre non-conformité a été relevée lors de la vérification initiale.</p> <p><b>Demande n°16 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les éléments justifiants de la conformité de l'ensemble des installations de protection contre la foudre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

## N° 13 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les portes coupe-feu ont été contrôlées fin 2022, leur fonctionnement ne présentait pas d'anomalies.  L'exploitant a également ajouté que les moyens d'extinction et le système de désenfumage seraient vérifiés en 2023.  L'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du site impose que soit consigné dans un registre les vérifications périodiques et les suites à donner. L'exploitant n'a pas mis en place un registre de suivi des vérifications périodiques.  Le contrôle de la pression et du débit du poteau incendie situé à proximité du site (n°9210) répondait aux exigences de la norme (débit de 410 m <sup>3</sup> /h et pression statique de 6,5 bars). Un contrôle fonctionnel devait avoir lieu en novembre 2022.  <b>Demande n°17 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet le rapport de contrôle des portes-coupe feu réalisé en 2022.  <b>Demande n°18 :</b> l'exploitant transmet les rapports de contrôle des moyens d'extinction et du système de désenfumage dès réception.  <b>Demande n°19 :</b> sous deux mois, l'exploitant justifie de la mise en place d'un registre de suivi de l'ensemble des vérifications périodiques ainsi que les suites à donner à ces vérifications.  <b>Demande n°20 :</b> sous deux mois, l'exploitant transmet les éléments du contrôle fonctionnel du poteau incendie qui a dû être réalisé en novembre 2022 par le Grand Lyon.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 14 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation – affichage de zones à risque
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ; l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, incinérateur, ..).
<b>Constats :</b> Dans la zone de stockage « grande hauteur », les liquides acides ou basiques sont entreposés en bas du rayonnage, toutefois il n'y a pas d'affichage pour spécifier leurs emplacements. L'exploitant précise que les liquides cyanurés sont systématiquement conditionnés dans des GRV bleus.
<b>Demande n°21 :</b> sous un mois, l'exploitant justifie de la mise en place d'un affichage relatif à l'entreposage des liquides acides/basiques dans la zone « grande hauteur ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 15 : Prévention des risques technologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <p>la connaissance du règlement appliqué sur le site (incendies, sécurité routière,...), toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, les dangers encourus sur le lieu de travail et le comportement à avoir en cas d'incident, un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger, les gestes et postures, un programme de sécurité au travail par l'observation préventive.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que 5 agents sont formés à l'utilisation d'Appareils respiratoires isolants (ARI), 5 agents (dont le gardien) sont Sauveteurs secouriste au travail (SST).</p> <p>L'exploitant a précisé qu'une formation à la manipulation des extincteurs se tiendrait en 2023.</p>
<p><b>Demande n°22 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet le document de suivi des formations du personnel, comprenant les formations sécurité/accidents mais également sur les risques inhérents aux installations et à l'activité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Prescriptions particulières relatives à la faune et la flore**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2020, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de suivis
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> MS 01 – Suivi écologique du chantier et de la mise en œuvre des mesures La surveillance du chantier est assurée avec l'appui d'un écologue. Il veille à la mise en œuvre de l'intégralité des mesures et s'assure de la traçabilité des différentes actions et de leur restitution dans un rapport de suivi adressé à la DREAL (service EHN/pôle PME) dans un délai de deux mois maximum, après la réalisation des travaux.  MS 02 – Suivis de l'efficacité des mesures Les suivis mis en œuvre pendant une durée de 30 ans visent à s'assurer de l'efficacité de la totalité des mesures de réduction prescrites. Ils portent sur les compartiments biologiques étudiés lors de l'état initial et sont réalisés sur la base de protocoles adaptés et reproductibles, décrits dans le premier rapport de suivi (année n+1).  Des rapports de suivis intégrant les suivis MS01 et MS02 sont produits annuellement de l'année n+1 à n+4 puis tous les deux ans de l'année n+6 à n+14 puis tous les 5 ans ensuite. Ils sont adressés à la DREAL (service EHN / PPME), au plus tard le 31 janvier suivant l'année concernée.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas transmis les mesures de suivi mentionnées à l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral : rapports de suivi MS 01 et MS 02.  L'exploitant a par ailleurs expliqué à l'Inspection qu'il pense que l'épisode de sécheresse de 2022 a entraîné la disparition d'une partie importante de leurs plantations. L'exploitant devait donc replanter des espèces locales conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.  <b>Demande n°23 :</b> sous un mois, l'exploitant transmet les rapports de suivi MS 01 et MS 02.  <b>Demande n°24 :</b> sous un mois, l'exploitant justifie de la plantation d'espèces locales en remplacement de celles qui n'ont pas résisté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours